

4. Standardisatie

Voor stoffen die in de PM/10-fractie moeten worden geanalyseerd, verwijst het monstervolume naar de milieuvoorwaarden.

Art. 14. Onderstaande bijlage XIV wordt toegevoegd :

"Bijlage XIV. Streefwaarden voor arseen, cadmium, nikkel en benzo(a)pyreen

verontreinigende stof	STREEFWAARDE (1)
Arseen	6 ng/m ³
Cadmium	5 ng/m ³
Nikkel	20 ng/m ³
Benzo(a)pyreen	1 ng/m ³
(1) Gemiddelde berekend over het kalenderjaar van de totale inhoud van de PM/10-fractie	

Art. 15. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 16 mei 2007.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

—————

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2007 — 2434

[2007/201903]

**16 MAI 2007. — Arrêté du Gouvernement wallon portant application du décret du 18 janvier 2007
relatif au soutien et au développement des réseaux d'entreprises ou clusters**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 18 janvier 2007 relatif au soutien et au développement des réseaux d'entreprises ou clusters, notamment les articles 1^{er}, 3, 4 à 6, 8 à 10;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 24 avril 2006;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 27 avril 2006;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 42.294/2, donné le 7 mars 2007, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Économie, de l'Emploi et du Commerce extérieur;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° "décret" : le décret du 18 janvier 2007 relatif au soutien et au développement des réseaux d'entreprises ou clusters;

2° "Ministre" : le Ministre qui a l'Économie et les P.M.E. dans ses attributions;

3° "administration" : la Direction générale de l'Économie et de l'Emploi du Ministère de la Région wallonne;

4° "réseau d'entreprises ou cluster" : le réseau d'entreprises ou cluster visé à l'article 1^{er} du décret;

5° "comité" : le comité d'examen visé à l'article 4 du décret;

6° "subvention" : la subvention triennale visée à l'article 3, § 1^{er}, du décret;

7° "subvention spécifique" : la subvention visée à l'article 3, § 2, du décret.

Art. 2. Le Ministre désigne et nomme le président du comité et nomme, le cas échéant, sur proposition de leur mandant, les membres, les experts et les suppléants du comité. Le comité fixe son règlement d'ordre intérieur qui est soumis à l'approbation du Ministre. Ce règlement d'ordre intérieur ne peut régler que les aspects accessoires du fonctionnement du comité.

Art. 3. § 1^{er}. Le réseau d'entreprises ou cluster introduit auprès de l'administration soit par courrier, soit par voie électronique, une demande de reconnaissance et de subvention accompagnée d'un dossier qui comprend les éléments suivants :

1° une copie des statuts de l'association sans but lucratif, du contrat constituant le groupement d'intérêt économique ou le groupement européen d'intérêt économique, ou de la convention d'association s'il s'agit d'une association de fait;

2° l'identification des membres faisant partie du réseau d'entreprises ou cluster;

3° la détermination des entreprises, d'institutions universitaires, de centres de recherche ou de centres de formation pouvant s'intégrer dans le domaine d'activité du réseau d'entreprises ou cluster;

4° le diagnostic du ou des domaines d'activité concernés;

5° le plan stratégique d'actions du réseau d'entreprises ou cluster sur trois années accompagné d'un plan financier couvrant la période;

6° le programme opérationnel d'activités détaillé relatif au premier triennat;

7° le profil de l'animateur à engager par le réseau d'entreprises ou cluster;

8° une proposition d'indicateurs de performance qualitatifs et quantitatifs à introduire dans le tableau de bord visé à l'article 6, alinéa 2, 3°;

9° les synergies identifiées avec d'autres réseaux d'entreprises ou clusters ou pôles de compétitivité soutenus par les autorités régionales.

La convention d'association visée au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, comprend notamment les éléments suivants :

1° la désignation d'un représentant qui engage juridiquement les autres membres du réseau d'entreprises ou cluster envers la Région;

2° un engagement solidaire des membres du réseau d'entreprises ou cluster à l'égard de la Région;

3° la désignation d'un représentant auquel la subvention est versée;

4° la possibilité pour toute entreprise ou association répondant aux objectifs du réseau d'entreprises ou cluster de s'inscrire dans celui-ci.

§ 2. Dans l'hypothèse visée à l'article 3, § 2, 1°, du décret, le réseau d'entreprises ou cluster introduit auprès de l'administration soit par courrier, soit par voie électronique, une demande de subvention spécifique accompagnée d'un dossier qui comprend les éléments suivants :

a) l'identification du réseau d'entreprises ou cluster;

b) l'identification des membres du réseau d'entreprises ou cluster concernés par le partenariat;

c) l'identification du programme et de l'appel à candidatures concerné;

d) l'identification des partenaires étrangers pressentis et la position de chacun d'eux dans le projet;

e) les principaux éléments du projet à déposer auprès de l'Instance internationale concernée;

f) les principaux postes budgétaires à couvrir pour la réponse à l'appel à candidatures.

§ 3. Dans l'hypothèse visée à l'article 3, § 2, 2°, du décret, le réseau d'entreprises ou cluster introduit auprès de l'administration soit par courrier, soit par voie électronique, une demande de subvention spécifique accompagnée d'un dossier qui comprend les éléments suivants :

a) l'identification du réseau d'entreprises ou cluster;

b) l'identification des réseaux d'entreprises ou clusters concernés par la coopération;

c) l'accord de partenariat entre les réseaux d'entreprises ou clusters concernés en ce compris la répartition des rôles et des ressources mobilisées dans la réalisation de la tâche;

d) un descriptif détaillé de la tâche à mener sous la forme d'un plan d'actions par phase dans le temps et assortis d'objectifs chiffrés;

e) un plan financier détaillé identifiant les frais et les sources de financement envisagées.

§ 4. Dans un délai de dix jours à dater de la réception de la demande visée aux §§ 1^{er}, 2 et 3, l'administration adresse au réseau d'entreprises ou cluster, soit un accusé de réception mentionnant que la demande est complète, soit un courrier l'invitant à la compléter.

Art. 4. § 1^{er}. Dans les trente jours de la réception d'une demande complète visée à l'article 3, l'administration transmet un rapport d'analyse au comité.

Dans les quinze jours de sa saisine, le comité examine le rapport selon les critères visés à l'article 5 du décret et rend un avis motivé au Ministre.

Dans un délai de vingt jours à dater du lendemain de la réception de l'avis motivé du Comité, le Ministre prend un arrêté ministériel qu'il transmet à l'administration. Celle-ci la notifie au réseau d'entreprises ou cluster par lettre recommandée ou par tout moyen faisant la preuve de l'envoi.

§ 2. La subvention est versée au réseau d'entreprises ou cluster selon les modalités suivantes :

1° une première tranche de 16 %, dès notification de l'arrêté ministériel;

2° les autres tranches intermédiaires semestrielles et le solde de la subvention, sur présentation de déclarations de créance accompagnées des documents prévus par l'arrêté ministériel.

A l'issue de chaque triennat, un rapport final fait apparaître les résultats atteints pour chacun des axes visés à l'article 2 du décret de façon à permettre une appréciation de ceux-ci au terme des trois années d'octroi de la subvention ainsi que des conditions de pérennité du réseau d'entreprises ou cluster.

§ 3. La subvention spécifique est versée au réseau d'entreprises ou cluster selon les modalités suivantes :

1° une première tranche de 70 %, dès notification de l'arrêté ministériel;

2° le solde, sur présentation d'une déclaration de créance accompagnée des documents prévus par l'arrêté ministériel.

Art. 5. § 1^{er}. Au plus tard quatre mois avant l'expiration de l'arrêté ministériel en cours, le réseau d'entreprises ou cluster introduit auprès de l'administration, soit par courrier, soit par voie électronique, une demande de renouvellement de reconnaissance et de subvention qui comprend une actualisation des éléments repris à l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}.

Dans un délai de dix jours à dater de la réception de la demande visée à l'alinéa 1^{er}, l'administration adresse au réseau d'entreprises ou cluster, soit un accusé de réception mentionnant que la demande est complète, soit un courrier l'invitant à la compléter.

Dans les trente jours de la réception d'une demande complète, l'administration transmet un rapport d'analyse au comité.

Dans les quinze jours de sa saisine, le comité examine le rapport et rend un avis motivé au Ministre.

L'avis du comité sur la demande de renouvellement de reconnaissance et de subvention est motivé en tenant compte, notamment, du respect des critères fixés à l'article 5 du décret, que le Ministre peut préciser.

Dans un délai de vingt jours à dater du lendemain de la réception de l'avis motivé du comité, le Ministre prend un arrêté ministériel qu'il transmet à l'administration. Celle-ci la notifie au réseau d'entreprises ou cluster par lettre recommandée ou par tout moyen faisant la preuve de l'envoi.

§ 2. La subvention est versée au réseau d'entreprises ou cluster selon les modalités visées à l'article 4, §§ 2 et 3.

Art. 6. Dans les deux mois qui suivent le terme de chaque annuité de la subvention triennale, le réseau d'entreprises ou cluster transmet via l'administration au comité un rapport dont le modèle est déterminé par le comité.

Ce rapport contient, notamment :

- 1° le bilan annuel des activités du réseau d'entreprises ou cluster;
- 2° les actions planifiées pour l'année en cours;
- 3° le tableau de bord chiffré reprenant les indicateurs de performance des actions dont le modèle est déterminé par le comité;
- 4° l'actualisation des éléments repris dans la demande de reconnaissance et de subvention;
- 5° les perspectives de développement du réseau d'entreprises ou cluster à moyen et à long terme.

Après analyse, le comité transmet ce rapport accompagné de ses commentaires au Ministre.

Art. 7. Un comité de soutien et d'accompagnement est institué au sein de l'administration.

Il se compose d'un représentant du Ministre, de deux représentants de l'administration et de trois représentants du réseau d'entreprises ou cluster qui ont voix consultative.

Ses missions consistent à :

- 1° vérifier semestriellement l'adéquation de l'activité de chaque réseau d'entreprises ou cluster au prescrit du décret et du présent arrêté;
- 2° formuler ses observations au comité dans le cadre de la procédure de demande de renouvellement de reconnaissance et de subvention visée à l'article 5 en se basant notamment sur l'évaluation globale prévue à l'article 8 du décret et effectuée conformément à l'article 10.

Le comité de soutien et d'accompagnement peut être élargi à d'autres services du Gouvernement wallon qui sont concernés par le ou les domaines d'activité du réseau d'entreprises ou cluster et il peut systématiquement faire appel à deux experts sectoriels extérieurs et indépendants.

Art. 8. Le Ministre peut retirer la reconnaissance accordée à un réseau d'entreprises ou cluster si celui-ci cesse de répondre aux critères visés par ou en vertu du décret ou aux conditions stipulées dans l'arrêté ministériel de subvention.

Préalablement, le comité entend le ou les représentants du réseau d'entreprises ou cluster.

L'audition a lieu après l'envoi d'une convocation mentionnant les points précis à propos desquels le comité souhaite entendre le réseau d'entreprises ou cluster.

Dans les quinze jours suivant l'audition, le comité remet au Ministre un avis motivé. Dans les vingt jours de la réception de l'avis du comité, le Ministre prend un arrêté ministériel qu'il transmet à l'administration. Celle-ci la notifie au réseau d'entreprises ou cluster par lettre recommandée ou par tout moyen faisant la preuve de l'envoi.

En cas de retrait de la reconnaissance, la subvention ou la subvention spécifique indûment perçue est récupérée par toutes voies de droit.

Art. 9. En ce qui concerne le calcul des délais stipulés par le présent arrêté, le jour de l'acte qui est le point de départ des délais n'y est pas compris. Le jour de l'échéance est compté dans les délais. Toutefois, lorsque ce jour est un samedi, dimanche ou un jour férié légal, le jour de l'échéance est reporté au plus prochain jour ouvrable.

Art. 10. L'évaluation visée à l'article 8 du décret est effectuée par un organisme extérieur aux services du Gouvernement wallon. Cette évaluation se base sur des indicateurs de nature quantitative et qualitative qui sont repris dans un cahier de charges type préalablement établi par le comité.

L'évaluation porte, principalement, sur les points suivants :

- 1° l'évolution de la représentativité des membres du réseau d'entreprises ou cluster en regard du domaine d'activités correspondant, à l'échelle de la Région;
- 2° l'adéquation de la stratégie poursuivie par le réseau d'entreprises ou cluster en regard du contexte concurrentiel et technologique caractérisant son domaine d'activités;
- 3° l'analyse de la dynamique interne du réseau d'entreprises ou cluster, au travers d'éléments tels que le mode de gouvernance, le niveau d'implication des membres, les méthodes d'animation et l'exploitation d'outils visant l'échange d'informations;
- 4° l'analyse des réalisations et résultats du réseau d'entreprises ou cluster en regard des six axes d'action définis par l'article 2 du décret, avec une attention particulière aux synergies et projets de partenariats initiés ou réalisés;
- 5° la mise en évidence des perspectives de pérennité du réseau d'entreprises ou cluster, sur base notamment de sa capacité d'autofinancement.

Art. 11. Conformément à l'article 10 du décret, la reconnaissance du réseau d'entreprises ou cluster visée à l'alinéa 1^{er}, de cet article aura une durée correspondant au nombre d'années et de mois restant à courir pour clôturer le triennat en cours.

Art. 12. Le décret du 18 janvier 2007 relatif au soutien et au développement des réseaux d'entreprises ou clusters et le présent arrêté entrent en vigueur le premier jour du mois qui suit la publication du présent arrêté au *Moniteur belge*.

Art. 13. Le Ministre de l'Economie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 16 mai 2007.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Economie, de l'Emploi et du Commerce extérieur,
J-C. MARCOURT

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2007 — 2434

[2007/201903]

16. MAI 2007 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Ausführung des Dekrets vom 18. Januar 2007 über die Förderung und Entwicklung der Unternehmensnetzwerke bzw. Cluster

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 18. Mai 2007 über die Förderung und Entwicklung der Unternehmensnetzwerke bzw. Cluster, insbesondere der Artikel 1, 3, 4 bis 6, 8 bis 10;

Aufgrund des am 24. April 2006 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 27. April 2006 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 7. März 2007 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 42.294/2 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers der Wirtschaft, der Beschäftigung und des Außenhandels;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° "Dekret": das Dekret vom 18. Januar 2007 über die Förderung und Entwicklung der Unternehmensnetzwerke bzw. Cluster;

2° "Minister": der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wirtschaft und die K.M.B. gehören;

3° "Verwaltung": die Generaldirektion der Wirtschaft und der Beschäftigung des Ministeriums der Wallonischen Region;

4° "Unternehmensnetzwerke bzw. Cluster": Das bzw. der in Artikel 1 des Dekrets erwähnte Unternehmensnetzwerk bzw. Cluster;

5° "Ausschuss": Der in Artikel 4 des Dekrets erwähnte Prüfungsausschuss;

6° "Zuschuss": der in Artikel 3, § 1 des Dekrets erwähnte dreijährige Zuschuss;

7° "spezifischer Zuschuss": der in Artikel 3, § 2 des Dekrets erwähnte Zuschuss.

Art. 2 - Der Minister bestimmt und ernennt den Vorsitzenden des Ausschusses und ernennt gegebenenfalls auf Vorschlag deren Vollmachtgeber die Mitglieder, die Sachverständigen und die Stellvertreter des Ausschusses. Der Ausschuss bestimmt seine innere Dienstordnung, die der Zustimmung des Ministers unterbreitet wird. Diese Dienstordnung kann nur die nebensächlichen Aspekte der Arbeitsweise des Ausschusses regeln.

Art. 3 - § 1. Das Unternehmensnetzwerk bzw. der Cluster reicht einen Antrag auf Anerkennung und auf Bezuschussung, dem eine die folgenden Elemente enthaltende Akte beigelegt wird, entweder per gewöhnliche oder per elektronische Post bei der Verwaltung ein:

1° eine Abschrift der Satzungen der Vereinigung ohne Erwerbzzweck, des die wirtschaftliche Interessenvereinigung oder die europäische wirtschaftliche Interessenvereinigung gründenden Vertrags oder der Vereinigungsvereinbarung, wenn es sich um eine nichtrechtsfähige Vereinigung handelt;

2° die Identifizierung der Mitglieder, die dem Unternehmensnetzwerk bzw. Cluster angehören;

3° die Bestimmung der Unternehmen, universitären Einrichtungen, Forschungs- oder Ausbildungszentren, die sich in den Tätigkeitsbereich des Unternehmensnetzwerks bzw. Clusters integrieren können;

4° die Diagnose des bzw. der betroffenen Tätigkeitsbereichs bzw. -bereiche;

5° der strategische Aktionsplan des Unternehmensnetzwerks bzw. Clusters für drei Jahre, dem ein diesen Zeitraum deckender Finanzplan beigelegt ist;

6° das detaillierte operationelle Tätigkeitsprogramm bezüglich der ersten drei Jahre;

7° das Profil des durch das Unternehmensnetzwerk bzw. den Cluster einzustellenden Animators;

8° ein Vorschlag bezüglich der qualitativen und quantitativen Leistungsindikatoren, die in die in Artikel 6, Absatz 2, 3° erwähnte Tabelle einzugeben sind;

9° die identifizierten Synergien mit anderen Unternehmensnetzwerken bzw. Clusters oder von den regionalen Behörden geförderten Wettbewerbspolen.

Die in § 1, Absatz 1, 1° erwähnte Vereinigungsvereinbarung enthält u.a. folgende Elemente:

1° die Benennung eines Vertreters, der die anderen Mitglieder des Unternehmensnetzwerks bzw. Clusters gegenüber der Region juristisch verpflichtet;

2° eine solidarische Verpflichtung der Mitglieder des Unternehmensnetzwerks bzw. Clusters gegenüber der Region;

3° die Benennung eines Vertreters, an den der Zuschuss überwiesen wird;

4° die Möglichkeit für jedes Unternehmen bzw. jede Vereinigung, das bzw. die den Zielsetzungen des Unternehmensnetzwerks bzw. Clusters genügt, sich in dieses bzw. diesen einzufügen.

§ 2. Tritt der in Artikel 3, § 2, 1° des Dekrets erwähnte Fall auf, so reicht das Unternehmensnetzwerk bzw. der Cluster einen Antrag auf spezifische Bezuschussung, dem eine die folgenden Elemente enthaltende Akte beigefügt wird, entweder per gewöhnliche oder per elektronische Post bei der Verwaltung ein:

- a) die Identifizierung des Unternehmensnetzwerks bzw. Clusters;
- b) die Identifizierung der durch die Partnerschaft betroffenen Mitglieder des Unternehmensnetzwerks bzw. Clusters;
- c) die Identifizierung des Programms und des betroffenen Bewerberaufrufs;
- d) die Identifizierung der angesprochenen ausländischen Partner und die Position eines jeden von ihnen im Projekt;
- e) die hauptsächlichen Elemente des Projekts, die bei der betroffenen internationalen Instanz vorzulegen sind;
- f) die für die Antwort auf den Bewerberaufwurf zu deckenden hauptsächlichen Haushaltsposten.

§ 3. Tritt der in Artikel 3, § 2, 2° des Dekrets erwähnte Fall auf, so reicht das Unternehmensnetzwerk bzw. der Cluster einen Antrag auf spezifische Bezuschussung, dem eine die folgenden Elemente enthaltende Akte beigefügt wird, entweder per gewöhnliche oder per elektronische Post bei der Verwaltung ein:

- a) die Identifizierung des Unternehmensnetzwerks bzw. Clusters;
- b) die Identifizierung der durch die Zusammenarbeit betroffenen Unternehmensnetzwerke bzw. Cluster;
- c) die Partnerschaftvereinbarung zwischen den betroffenen Unternehmensnetzwerken bzw. Clustern, einschließlich der Verteilung der Rollen und der eingesetzten Mittel bei der Durchführung der Aufgabe;
- d) eine detaillierte Beschreibung der durchzuführenden Aufgabe in der Form eines zeitlich phasierten Aktionsplans, mit Angabe von mit Zahlen belegten Zielsetzungen;
- e) ein detaillierter Finanzplan, in dem die berücksichtigten Finanzierungskosten und -quellen identifiziert werden.

§ 4. Innerhalb einer Frist von zehn Tagen ab dem Eingang des in den §§ 1, 2 und 3 erwähnten Antrags schickt die Verwaltung dem Unternehmensnetzwerk bzw. Cluster entweder eine Empfangsbestätigung, in der bestätigt wird, dass der Antrag vollständig ist, oder einen Brief, durch den es bzw. er aufgefordert wird, ihn zu vervollständigen.

Art. 4 - § 1. Innerhalb von 30 Tagen ab dem Eingang eines in Artikel 3 erwähnten vollständigen Antrags übermittelt die Verwaltung dem Ausschuss einen Analysebericht.

Innerhalb von fünfzehn Tagen nach dessen Befassung untersucht der Ausschuss den Bericht gemäß den in Artikel 5 des Dekrets erwähnten Kriterien und gibt dem Minister ein begründetes Gutachten ab.

Innerhalb einer Frist von 20 Tagen ab dem auf den Tag des Eingangs des begründeten Gutachtens des Ausschusses folgenden Tag verabschiedet der Minister einen Ministerialerlass, den er der Verwaltung übermittelt. Diese übermittelt es dem Unternehmensnetzwerk bzw. Cluster per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief oder durch jedes sonstige Mittel, durch welches der Versand nachgewiesen werden kann.

§ 2. Der Zuschuss wird dem Unternehmensnetzwerk bzw. Cluster gemäß folgenden Modalitäten überwiesen:

- 1° eine erste Tranche von 16% sofort nach der Zustellung des Ministerialerlasses;
- 2° die anderen halbjährlichen Zwischentranchen und der Restbetrag des Zuschusses auf Vorlage der Forderungsanmeldung, der die im Ministerialerlass vorgesehenen Dokumente beigefügt sind.

Am Ende jedes Zeitraums von drei Jahren werden die für jeden der in Artikel 2 des Dekrets erwähnten Schwerpunkte erreichten Ergebnisse in einem Schlussbericht angegeben, so dass eine Bewertung von diesen am Ende der drei Jahre, während denen der Zuschuss gewährt worden ist, sowie von den Fortbestandsbedingungen des Unternehmensnetzwerks bzw. Clusters möglich ist.

§ 3. Der spezifische Zuschuss wird dem Unternehmensnetzwerk bzw. Cluster gemäß folgenden Modalitäten überwiesen:

- 1° eine erste Tranche von 70% sofort nach der Zustellung des Ministerialerlasses;
- 2° der Restbetrag auf Vorlage einer Forderungsanmeldung, der die im Ministerialerlass vorgesehenen Dokumente beigefügt sind.

Art. 5 - § 1. Spätestens vier Monate vor dem Ablauf des laufenden Ministerialerlasses reicht das Unternehmensnetzwerk bzw. der Cluster bei der Verwaltung, entweder per normale oder elektronische Post, einen Antrag auf Erneuerung der Anerkennung und auf Bezuschussung ein, dem eine Aktualisierung der in Artikel 3, § 1, Absatz 1 erwähnten Elemente beigefügt wird.

Innerhalb einer Frist von zehn Tagen ab dem Eingang des in Absatz 1 erwähnten Antrags schickt die Verwaltung dem Unternehmensnetzwerk bzw. Cluster entweder eine Empfangsbestätigung, in der bestätigt wird, dass der Antrag vollständig ist, oder einen Brief, durch den es bzw. er aufgefordert wird, ihn zu vervollständigen.

Innerhalb von 30 Tagen ab dem Eingang eines vollständigen Antrags übermittelt die Verwaltung dem Ausschuss einen Analysebericht.

Innerhalb von 15 Tagen nach dessen Befassung untersucht der Ausschuss den Bericht und gibt dem Minister ein mit begründetes Gutachten ab.

Das Gutachten des Ausschusses über den Antrag auf Erneuerung der Anerkennung und auf Bezuschussung wird u.a. unter Berücksichtigung der Einhaltung der in Artikel 5 des Dekrets festgesetzten Kriterien, die der Minister bestimmen kann, begründet. Innerhalb einer Frist von 20 Tagen ab dem auf den Tag des Eingangs des begründeten Gutachtens des Ausschusses folgenden Tag verabschiedet der Minister einen Ministerialerlass, den er der Verwaltung übermittelt. Diese übermittelt es dem Unternehmensnetzwerk bzw. Cluster per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief oder durch jedes sonstige Mittel, durch welches der Versand nachgewiesen werden kann.

§ 2. Der Zuschuss wird dem Unternehmensnetzwerk bzw. Cluster gemäß den in Artikel 4, § 2 und 3 erwähnten Modalitäten überwiesen.

Art. 6 - Innerhalb von zwei Monaten nach der Zahlungsfrist eines jeden Jahresbetrags des dreijährigen Zuschusses übermittelt das Unternehmensnetzwerk bzw. der Cluster dem Ausschuss über die Verwaltung einen Bericht, dessen Muster durch den Ausschuss bestimmt wird.

In diesem Bericht stehen u.a. folgende Informationen:

- 1° die jährliche Bilanz der Tätigkeiten des Unternehmensnetzwerks bzw. Clusters;
- 2° die für das laufende Jahr geplanten Tätigkeiten;
- 3° die mit Zahlen belegte und die Leistungsindikatoren der Tätigkeiten angegebene Übersichtstabelle, deren Muster durch den Ausschuss bestimmt wird;
- 4° die Aktualisierung der in den Antrag auf Anerkennung und Bezuschussung angeführten Elemente;
- 5° die mittelfristig und langfristigen Entwicklungsperspektiven des Unternehmensnetzwerks bzw. Clusters;

Nach Durchführung einer Analyse übermittelt der Ausschuss diesen Bericht, dem er seine Kommentare beifügt, dem Minister.

Art. 7 - Ein Unterstützungs- und Begleitausschuss wird in der Verwaltung eingerichtet.

Er besteht aus einem Vertreter des Ministers, zwei Vertretern der Verwaltung und drei Vertretern des Unternehmensnetzwerks bzw. Clusters mit beratender Stimme.

Seine Aufgaben bestehen darin:

- 1° die Übereinstimmung der Tätigkeit eines jeden Unternehmensnetzwerks bzw. Clusters mit den Vorschriften des vorliegenden Erlasses halbjährlich zu prüfen;
- 2° seine Bemerkungen dem Ausschuss im Rahmen des in Artikel 5 erwähnten Antragsverfahrens hinsichtlich der Erneuerung der Anerkennung und der Bezuschussung mitzuteilen, wobei er sich u.a. auf die in Artikel 8 des Dekrets erwähnte und gemäß Artikel 10 durchgeführte allgemeine Bewertung stützt.

Der Unterstützungs- und Begleitausschuss kann auf andere Dienststellen der Wallonischen Regierung erweitert werden, die durch den bzw. die Tätigkeitsbereich(e) des Unternehmensnetzwerks bzw. Clusters betroffen sind, und kann systematisch zwei außen stehende und unabhängige Sachverständige des Bereichs heranziehen.

Art. 8 - Der Minister kann die einem Unternehmensnetzwerk bzw. Cluster gewährte Anerkennung entziehen, wenn es bzw. er den in dem Dekret bzw. aufgrund des Dekrets angeführten Kriterien oder den im Ministerialerlass zur Bezuschussung vorgeschriebenen Bedingungen nicht mehr genügt.

Der Ausschuss hört vorher den bzw. die Vertreter des Unternehmensnetzwerks bzw. Clusters an.

Die Anhörung findet nach dem Versand einer Vorladung statt, in der die genauen Punkte erwähnt werden, über welche der Ausschuss das Unternehmensnetzwerk bzw. den Cluster anhören möchte.

Innerhalb von 15 Tagen nach der Anhörung gibt der Ausschuss dem Minister ein begründetes Gutachten ab. Innerhalb von 20 Tagen ab dem Eingang des Gutachtens des Ausschusses verabschiedet der Minister einen Ministerialerlass, den er der Verwaltung übermittelt. Diese übermittelt es dem Unternehmensnetzwerk bzw. Cluster per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief oder durch jedes sonstige Mittel, durch welches der Versand nachgewiesen werden kann.

Wird die Anerkennung entzogen, so wird der unberechtigterweise bezogene Zuschuss oder spezifische Zuschuss durch jeglichen Rechtsweg zurückgefordert.

Art. 9 - Was die Berechnung der in dem vorliegenden Erlass erwähnten Fristen betrifft, ist der Tag der Handlung, die den Ausgangspunkt der Fristen darstellt, nicht eingerechnet. Der Tag, an dem die Frist abläuft, wird in der Frist mit eingerechnet. Wenn dieser Tag jedoch ein Samstag, ein Sonntag oder ein gesetzlicher Feiertag ist, wird das Ende der Frist auf den unmittelbar folgenden Werktag verlegt.

Art. 10 - Die in Artikel 8 des Dekrets erwähnte Bewertung wird durch ein Einrichtung durchgeführt, die den Dienststellen der Wallonischen Regierung nicht angehört. Diese Bewertung fußt auf Indikatoren quantitativer und qualitativer Art, die in einem vorher durch den Ausschuss erstellten Musterlastenheft angeführt werden.

Die Bewertung betrifft hauptsächlich folgende Punkte:

- 1° die Entwicklung der Repräsentativität der Mitglieder des Unternehmensnetzwerks bzw. Clusters im Hinblick auf den entsprechenden Tätigkeitsbereich, dies auf der Ebene der Region;
- 2° die Anpassung der durch das Unternehmensnetzwerk bzw. den Cluster im Hinblick auf das für dessen Tätigkeitsbereich kennzeichnende konkurrenzmäßige und technologische Umfeld verfolgten Strategie;
- 3° die Analyse der internen Dynamik des Unternehmensnetzwerks bzw. Clusters unter Berücksichtigung von Elementen wie dem Führungsmodus, dem Einbeziehungs-niveau der Mitglieder, den Belegungsmethoden und der Verwendung von auf den Informationsaustausch zielenden Mitteln;
- 4° die Analyse der Leistungen und Ergebnisse des Unternehmensnetzwerks bzw. Clusters im Hinblick auf die sechs in Artikel 2 des Dekrets definierten Aktionsachsen, dies unter besonderer Berücksichtigung der eingeleiteten oder durchgeführten Synergien und Partnerschaftsprojekte;
- 5° das Hervorheben der Perspektiven in Sachen Fortbestand des Unternehmensnetzwerks bzw. Clusters u.a. auf der Grundlage seines Selbstfinanzierungsvermögens.

Art. 11 - Gemäß Artikel 10 des Dekrets wird die in Absatz 1 dieses Artikels erwähnte Anerkennung des Unternehmensnetzwerks bzw. Clusters für die entsprechende Anzahl Jahre und Monate gültig sein, die bis zur Vollendung des laufenden Zeitraums von drei Jahren übrig bleiben.

Art. 12 - Das Dekret vom 18. Januar 2007 über die Förderung und Entwicklung der Unternehmensnetzwerke bzw. Cluster und der vorliegende Erlass treten am ersten Tag des auf die Veröffentlichung des vorliegenden Erlasses im *Belgischen Staatsblatt* folgenden Monats in Kraft.

Art. 13 - Der Minister der Wirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 16. Mai 2007

Der Minister-Präsident,
E. DI RUPO

Der Minister der Wirtschaft, der Beschäftigung und des Außenhandels,
J.-C. MARCOURT

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2007 — 2434

[2007/201903]

16 MEI 2007. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van het decreet van 18 januari 2007 betreffende de steun aan en de ontwikkeling van bedrijvennetwerken of clusters

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 18 januari 2007 betreffende de steun aan en de ontwikkeling van bedrijvennetwerken of clusters, inzonderheid op de artikelen 1, 3, 4 tot en met 6, 8 tot en met 10;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 24 april 2006;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 27 april 2006;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 42.294/2, gegeven op 7 maart 2007, overeenkomstig artikel 84, § 1, lid 1, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Economie, Tewerkstelling en Buitenlandse Handel;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :

1° "decreet" : het decreet van 18 januari 2007 betreffende de steun aan en de ontwikkeling van bedrijvennetwerken of clusters;

2° "Minister" : de Minister bevoegd voor Economie en K.M.O.'s;

3° "bestuur" : het Directoraat-generaal Economie en Tewerkstelling van het Ministerie van het Waalse Gewest;

4° "bedrijvennetwerk of cluster" : het bedrijvennetwerk of cluster bedoeld in artikel 1 van het decreet;

5° "comité" : het onderzoekscomité bedoeld in artikel 4 van het decreet;

6° "subsidie" : de driejarige subsidie bedoeld in artikel 3, § 1, van het decreet;

7° "specifieke subsidie" : de subsidie bedoeld in artikel 3, § 2, van het decreet.

Art. 2. De voorzitter van het comité wordt door de Minister aangewezen en benoemd en de leden, de deskundigen en de plaatsvervangers van het comité worden in voorkomend geval op de voordracht van hun opdrachtgever door hem benoemd. Het comité bepaalt zijn huishoudelijk reglement, dat ter goedkeuring aan de Minister wordt voorgelegd. Dat huishoudelijk reglement heeft enkel betrekking op de bijkomstige aspecten van de werking van het comité.

Art. 3. § 1. Het bedrijvennetwerk of de cluster dient bij het bestuur ofwel per schrijven of wel per e-mail een aanvraag tot erkenning en subsidiëring in, samen met een dossier dat volgende gegevens bevat :

1° een afschrift van de statuten van de vereniging zonder winstoogmerk, van het contract tot oprichting van het economisch samenwerkingsverband of Europees economisch samenwerkingsverband, of de verenigingsovereenkomst als het een feitelijke vereniging betreft;

2° de identiteit van de leden die deel uitmaken van het bedrijvennetwerk of de cluster;

3° de omschrijving van de ondernemingen, universiteitsinstellingen, onderzoekscentra of vormingscentra die deel kunnen uitmaken van het activiteitsgebied van het bedrijvennetwerk of de cluster;

4° de diagnose van het (de) betrokken activiteitsgebied(en);

5° het strategisch actieplan van het bedrijvennetwerk of de cluster over drie jaar, samen met een financieel plan voor dezelfde periode;

6° het omstandige operationele activiteitsprogramma betreffende de eerste drie jaar;

7° het profiel van de animator die in dienst genomen moet worden door het bedrijvennetwerk of de cluster;

8° een voorstel voor de kwalitatieve en kwantitatieve prestatie-indicatoren die in het situatieoverzicht bedoeld in artikel 6, lid 2, 3°, opgenomen moet worden;

9° de onderkende synergieën met andere bedrijvennetwerken of clusters of concurrentiepolen die door de gewestelijke overheid worden ondersteund.

De verenigingsovereenkomst bedoeld in § 1, lid 1, 1°, bevat meer bepaald volgende gegevens :

1° de aanwijzing van een vertegenwoordiger die de andere leden van het bedrijfvennetwerk of de cluster tegenover het Gewest juridisch verbindt;

2° een hoofdelijke verbintenis van de leden van het bedrijfvennetwerk of cluster ten opzichte van het Gewest;

3° de aanwijzing van een vertegenwoordiger aan wie de subsidie wordt gestort;

4° de mogelijkheid voor elke onderneming of vereniging die tegemoetkomt aan de doelstellingen van het bedrijfvennetwerk of de cluster om erin opgenomen te worden.

§ 2. In de hypothese bedoeld in artikel 3, § 2, 1°, van het decreet dient het bedrijfvennetwerk of de cluster bij het bestuur ofwel per schrijven of wel per e-mail een specifieke subsidiëringsaanvraag in, samen met een dossier dat volgende gegevens bevat :

a) de identificatie van het bedrijfvennetwerk of de cluster;

b) de identificatie van de leden van het bedrijfvennetwerk of de cluster die bij het samenwerkingsverband betrokken zijn;

c) de identificatie van het programma en de betrokken oproep tot de kandidaten;

d) de identificatie van de gepolste buitenlandse partners en de plaats van elkeen ervan in het project;

e) de voornaamste bestanddelen van het project die ingediend moeten worden bij de betrokken internationale instantie;

f) de voornaamste begrotingsposten die ingevuld moeten zijn om de oproep tot de kandidaten te beantwoorden.

§ 3. In de hypothese bedoeld in artikel 3, § 2, 2°, van het decreet dient het bedrijfvennetwerk of de cluster bij het bestuur ofwel per schrijven of wel per e-mail een specifieke subsidiëringsaanvraag in, samen met een dossier dat volgende gegevens bevat :

a) de identificatie van het bedrijfvennetwerk of de cluster;

b) de identificatie van de bedrijfvennetwerken of de clusters die bij de samenwerking betrokken zijn;

c) het samenwerkingsakkoord tussen de betrokken bedrijfvennetwerken of clusters, met inbegrip van de verdeling van de rollen en de middelen die ingezet worden om de taak uit te voeren;

d) een omstandige omschrijving van de uit te voeren taak in de vorm van een in de tijd en fasen opgedeeld actieplan met cijferdoelstellingen;

e) een omstandig financieel plan met opgave van de kosten en de financieringsbronnen die aangesproken zullen worden.

§ 4. Binnen een termijn van tien dagen na ontvangst van de aanvraag bedoeld in §§ 1, 2 en 3 maakt het bestuur het bedrijfvennetwerk of de cluster ofwel een bericht van ontvangst over waarin vermeld wordt dat het dossier volledig is ofwel een schrijven waarin de nog over te maken stukken aangegeven worden.

Art. 4. § 1. Binnen de dertig dagen na de ontvangst van een volledige aanvraag zoals bedoeld in artikel 3 maakt het bestuur een analyseverslag over aan het comité.

Binnen de vijftien dagen na aanhangigmaking ervan bij het comité onderzoekt laatstgenoemde het verslag volgens de criteria bedoeld in artikel 5 van het decreet en brengt een gemotiveerd advies uit aan de Minister.

Binnen een termijn van twintig dagen na de dag na de ontvangst van het gemotiveerde advies van het Comité treft de Minister een ministerieel besluit dat hij aan het bestuur overmaakt. Het bestuur geeft er kennis van aan het bedrijfvennetwerk of de cluster per aangetekend schrijven of bij elk middel waaruit de zending blijkt.

§ 2. De subsidie wordt gestort aan het bedrijfvennetwerk of de cluster op volgende wijze :

1° een eerste schijf van 16 % zodra kennis is gegeven van het ministerieel besluit;

2° de andere halfjaarlijkse tussenschijven en het saldo van de subsidie na voorlegging van de schuldvorderingsverklaringen, samen met de stukken bepaald bij het ministerieel besluit.

Na afloop van elke driejarige periode wijst een slotverslag op de resultaten bereikt voor elke hoofdlijn bedoeld in artikel 2 van het decreet zodat deze criteria en de voorwaarden voor de voortdurendheid van het bedrijfvennetwerk of de cluster beoordeeld kunnen worden op het einde van de drie jaren van toekenning van de subsidie.

§ 3. De specifieke subsidie wordt gestort aan het bedrijfvennetwerk of de cluster op volgende wijze :

1° een eerste schijf van 70 % zodra kennis is gegeven van het ministerieel besluit;

2° het saldo, na voorlegging van een schuldvorderingsverklaring, samen met de stukken bepaald bij het ministerieel besluit.

Art. 5. § 1. Uiterlijk vier maanden vóór het verstrijken van het lopend ministerieel besluit dient het bedrijvennetwerk of de cluster ofwel per schrijven ofwel per e-mail bij het bestuur een aanvraag in tot verlenging van de erkenning en van de subsidiëring met bijwerking van de gegevens bedoeld in artikel 3, § 1, lid 1.

Binnen een termijn van tien dagen na ontvangst van de aanvraag bedoeld in lid 1 maakt het bestuur het bedrijvennetwerk of de cluster ofwel een bericht van ontvangst over waarin vermeld wordt dat de aanvraag volledig is ofwel een schrijven waarin de nog over te maken stukken aangegeven worden.

Binnen de dertig dagen na de ontvangst van een volledige aanvraag maakt het bestuur een analyseverslag over aan het comité.

Binnen de vijftien dagen na aanhangigmaking ervan bij het comité onderzoekt laatstgenoemde het verslag en brengt een gemotiveerd advies uit aan de Minister.

Het advies van het comité over de aanvraag tot verlenging van de erkenning of de subsidiëring wordt gemotiveerd door meer bepaald rekening te houden met de naleving van de criteria bepaald in artikel 5 van het decreet, die nader bepaald kunnen worden door de Minister.

Binnen een termijn van twintig dagen na de dag na de ontvangst van het gemotiveerde advies van het comité treft de Minister een ministerieel besluit dat hij aan het bestuur overmaakt. Het bestuur geeft er kennis van aan het bedrijvennetwerk of de cluster per aangetekend schrijven of bij elk middel waaruit de zending blijkt.

§ 2. De subsidie wordt gestort aan het bedrijvennetwerk of de cluster op de wijze bedoeld in artikel 4, §§ 2 en 3.

Art. 6. Binnen de twee maanden volgend op het einde van elke jaargang van de driejarige subsidie maakt het bedrijvennetwerk of de cluster via het bestuur een verslag aan het comité over waarvan het model door laatstgenoemde wordt bepaald.

Dat verslag bevat onder meer :

1° de jaarbalans van de activiteiten van het bedrijvennetwerk of de cluster;

2° de geplande acties voor het lopende jaar;

3° het cijfermatige situatieoverzicht met de prestatie-indicatoren voor de acties waarvan het model door het comité bepaald wordt;

4° de bijwerking van de gegevens vermeld in de aanvraag tot erkenning en subsidiëring;

5° de ontwikkelingsperspectieven van het bedrijvennetwerk of de cluster op middellange en lange termijn.

Na analyse maakt het comité dat verslag, voorzien van zijn commentaar, aan de Minister over.

Art. 7. Er wordt een ondersteunings- en begeleidingscomité opgericht in het bestuur.

Het bestaat uit een vertegenwoordiger van de Minister, twee vertegenwoordigers van het bestuur en drie vertegenwoordigers van het bedrijvennetwerk of de cluster met raadgevende stem.

Zijn opdrachten bestaan erin :

1° halfjaarlijks na te gaan of de activiteit van elk bedrijvennetwerk of cluster afgestemd is op het voorgeschrevene van het decreet of dit besluit;

2° zijn opmerkingen over te maken aan het comité in het kader van de procedure voor de aanvraag tot verlenging van de erkenning en de subsidiëring bedoeld in artikel 5 waarbij met name gesteund wordt op de globale beoordeling bedoeld in artikel 8 van het decreet en verricht overeenkomstig artikel 10.

Het ondersteunings- en begeleidingscomité kan uitgebreid worden naar andere diensten van de Waalse Regering betrokken bij het (de) activiteitsgebied(en) van het bedrijvennetwerk of de cluster en kan systematisch een beroep doen op twee externe en onafhankelijke deskundigen uit het betrokken vakgebied.

Art. 8. De Minister kan de erkenning van een bedrijvennetwerk of een cluster intrekken als die ophoudt te voldoen aan de criteria bedoeld bij of krachtens het decreet of aan de voorwaarden verwoord in het ministerieel subsidiëeringsbesluit.

Voorafgaandelijk hoort het comité de vertegenwoordiger(s) van het bedrijvennetwerk of de cluster.

De hoorzitting vindt plaats na het versturen van de oproeping met vermelding van de precieze punten waarover het comité het bedrijvennetwerk of de cluster wenst te horen.

Binnen de vijftien dagen na de hoorzitting brengt het comité een gemotiveerd advies uit aan de Minister. Binnen een termijn van twintig dagen na ontvangst van het advies van het Comité treft de Minister een ministerieel besluit dat hij aan het bestuur overmaakt. Het bestuur geeft er kennis van aan het bedrijvennetwerk of de cluster per aangetekend schrijven of bij elk middel waaruit de zending blijkt.

Bij intrekking van de erkenning wordt de onbehoorlijk ontvangen subsidie of specifieke subsidie bij elk rechtsmiddel teruggevorderd.

Art. 9. Wat betreft de berekening van de termijnen bepaald bij dit besluit is de dag van de akte die de aanvang van de termijnen uitmaakt, niet inbegrepen. De vervalddag is vervat in de termijnen. Indien die dag evenwel een zater-, een zondag of een wettelijke feestdag is, wordt de vervalddag uitgesteld tot de eerstkomende werkdag.

Art. 10. De beoordeling bedoeld in artikel 8 van het decreet wordt verricht door een organisme dat niet behoort tot de diensten van de Waalse Regering. Die beoordeling steunt op de kwantitatieve en kwalitatieve indicatoren die vermeld zijn in een op voorhand bepaald type-bestek van het comité.

De beoordeling heeft hoofdzakelijk betrekking op volgende punten :

1° de evolutie van de representativiteit van de leden van het bedrijvennetwerk of de cluster m.b.t. het overeenstemmende activiteitengebied, op schaal van het Gewest;

2° de verhouding van de door het bedrijvennetwerk of de cluster gebruikte strategie tot de concurrentiële en technologische context die dat activiteitengebied kenmerkt;

3° de analyse van de interne dynamiek van het bedrijvennetwerk of de cluster d.m.v. gegevens zoals bestuurswijze, graad van inzet van de leden, animatiemethodes en het gebruik van instrumenten voor de informatie-uitwisseling;

4° de analyse van de verwezenlijkingen en de resultaten van het bedrijvennetwerk of de cluster ten opzichte van de zes actiehoofdlijnen bepaald in artikel 2 van het decreet, met bijzondere aandacht voor de synergieën en de verwezenlijkte of aangevatte samenwerkingsverbanden;

5° de verwijzing naar de toekomstperspectieven van het bedrijvennetwerk of de cluster, op grond van meer bepaald zijn zelffinancieringsvermogen.

Art. 11. Overeenkomstig artikel 10 van het decreet heeft de erkenning van het bedrijvennetwerk of de cluster bedoeld in lid 1 een duur die gelijk is aan het aantal jaren en maanden die overblijven tot aan de afsluiting van de lopende driejarige periode.

Art. 12. Het decreet van 18 januari 2007 betreffende de steun aan en de ontwikkeling van bedrijvennetwerken of clusters treedt in werking de eerste dag van de maand volgend op de bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 13. De Minister van Economie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 16 mei 2007

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Economie, Tewerkstelling en Buitenlandse Handel,
J.-C. MARCOURT

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2007 — 2435 [C — 2007/31233]

8 MARS 2007. — Arrêté du Collège réuni de la Commission communautaire commune concernant les nouvelles ventilations de crédits de dépenses

Le Collège réuni,

Vu l'ordonnance du 21 novembre 2006 portant les dispositions applicables au budget, à la comptabilité et au contrôle, notamment l'article 28;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 14 novembre 2006;

Vu l'accord des Membres du Collège réuni, compétents pour les Finances et le Budget, donné le 21 novembre 2006;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 29 janvier 2007, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition des Membres du Collège réuni, compétent pour les Finances et le Budget;

GEMEENSCHAPPELIJKE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2007 — 2435 [C — 2007/31233]

8 MAART 2007. — Besluit van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie betreffende de herverdelingen van de uitgavenkredieten

Het Verenigd College,

Gelet op de ordonnantie van 21 november 2006 houdende de bepalingen die van toepassing zijn op de begroting, de boekhouding en de controle, inzonderheid op het artikel 28;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 14 november 2006;

Gelet op het akkoord van de Leden van het Verenigd College, bevoegd voor de Financiën en de Begroting, gegeven op 21 november 2006;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 29 januari 2007 in toepassing van artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Leden van het Verenigd College, bevoegd voor de Financiën en de Begroting;